

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France . . . . 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.  
Etranger . . . . 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois :  
5 francs  
Parait le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris



**Au Congrès du Syndicat National des Instituteurs, on a**

**PARLÉ de la GRÈVE GÉNÉRALE**

**Il faut faire IMMÉDIATEMENT davantage :**

**LA PRÉPARER**

**pour renverser le gouvernement Doumergue.**

## Allez-vous faire disparaître «La Vérité»?

**La grève générale pour renverser Doumergue!**

**Le prolétariat doit prendre l'initiative afin de bénéficier de l'échéance prochaine**

Aucune date n'est encore fixée comme le fut le mois précédent le « 8 juillet »; mais la condamnation du gouvernement Doumergue n'en est pas moins prononcée. Gouvernement de décrets-lois, de déflation, réduisant les conditions de vie des travailleurs, il n'a cependant pas donné à la bourgeoisie ce dont elle a besoin : un regain à l'activité économique et la stabilité politique du pays. Le mécontentement et la méfiance ne font que surgir de partout et cela, plus certainement qu'une date arbitrairement fixée sur le calendrier, annonce la maturation d'une nouvelle crise politique.

Le discours de Tardieu en ce sens était important, non par son contenu, mais par l'opération politique qu'il constituait. Par son discours, Tardieu se posait en chef d'une fraction de la bourgeoisie, décidée à liquider « l'Union nationale » au profit d'une nouvelle équipe plus autoritaire, plus répressive, moins sensible à la pression ouvrière. L'opération commencée par Tardieu se poursuit; tout comme celui-ci a en fait, repris sa liberté vis-à-vis des formations parlementaires de gauche avec lesquelles il collaborait au gouvernement, de même l'Union nationale des Combattants, l'organisation qui a apporté la masse dans l'opération du 6 février, reprend sa liberté vis-à-vis des autres formations d'anciens combattants, plus ou moins influencées à gauche.

Jusqu'à présent donc, l'initiative des opérations pour écarter le gouvernement Doumergue appartient à la réaction. Nous avons déjà insisté sur ce fait, nous tenons à le faire encore davantage; le danger devient extrêmement considérable pour l'avenir des travailleurs, surtout, si paradoxal que cela puisse paraître au premier abord, à la suite du pacte signé entre P.C. et P.S.

Pourquoi cela? La nation se politise, des couches nouvelles cherchent leur voie. Pour sortir de l'impasse où a mené la crise capitaliste, elles regardent qui peut leur apporter de la stabilité, qui sait ce qu'il veut, qui fait preuve d'initiative et de résolution. Aux yeux des grandes masses, des larges couches laborieuses de la ville et des champs, le rapprochement des diverses fractions ouvrières a certainement fait grosse impression, elles en attendent les résultats. Mais si au cours des mois qui viennent, cette « unité d'action », par son absence de contenu, n'aboutit à aucun résultat et, par contre, si en face on sait exploiter cette situation — et il ne faut pas prendre la bourgeoisie pour un ennemi stupide — un revirement prononcé à droite, vers la réaction et le fascisme, serait le seul résultat tangible des déceptions engendrées. C'est pourquoi, nous le répétons sans cesse, il faut que l'initiative vienne de la part du camp ouvrier et le premier objectif, le plus concret de tous, c'est l'éviction du gouvernement Doumergue.

L'attitude prise à cet égard par le P.C. et le P.S. est plus que scandaleuse. L'Humanité ne pose même pas le problème; Vaillant-Couturier se borne à vouloir faire revivre « l'esprit des tranchées ». Dans le Populaire, on dresse un bilan de six mois d'Union Nationale; mais aucune conclusion concrète n'est apportée. Paul Faure attend ce que va faire l'ennemi : « Il faut, écrit-il, que les partis prolétariens songent à cette échéance. Que feront-ils au cas probable d'une dissolution? »

Ni les uns ni les autres ne songent à présenter des solutions immédiates, des moyens immédiats aux masses qui veulent se libérer du fardeau du gouvernement des décrets-lois.

plus, c'est de savoir que ce mot d'ordre correspond non seulement aux besoins mais à la volonté réelle des grandes masses en mouvement. Nous en avons divers indices.

Le plus important vient d'être apporté au Congrès du Syndicat national des instituteurs, adhérent à la C.G.T. Un membre du Bureau du syndicat a, dans son discours, parlé de la grève générale, non pas limitée à 24 heures, mais poursuivie jusqu'à la victoire, c'est-à-dire l'abolition des décrets-lois, c'est-à-dire en fait la chute du gouvernement, car celui-ci n'est plus rien sans ses décrets-lois. La bourgeoisie, par le truchement de sa presse, a immédiatement réagi avec violence contre les instituteurs. Ce n'est évidemment pas la première fois que le Temps s'indigne sur l'action des syndicats « illégaux » de fonctionnaires, d'instituteurs, mais rarement on vit telle rage : la menace même de la grève générale suffisait à faire perdre la tête aux agents du capital.

Et c'est pourquoi nous disons que maintenant, à l'ordre du jour, se pose la préparation, l'organisation de la grève générale. Il y aura de la résistance de la part des directions? C'est certain. Mais, comme pour le front unique, comme trop souvent depuis des années, c'est encore à vous, travailleurs, de prendre l'initiative de poser pratiquement la question. Que ce soit dans un syndicat, dans un comité de vigilance, dans une cellule ou une section, dans une commune ou un quartier prolétarien, peu importe le lieu, ce qu'il faut c'est soulever le problème, amener les ouvriers à se prononcer en faveur de la grève générale, envisager des mesures concrètes, briser la résistance des appareils occupés à freiner la lutte ouvrière.

Nous avons dit que la représentation proportionnelle et de nouvelles élections

ne pouvaient constituer des mots d'ordre appropriés aux circonstances. Que ferait éventuellement une nouvelle Chambre de gauche en présence des bandes armées du fascisme? Que donnerait dans ce cas le fonctionnement des rouages constitutionnels de la 3<sup>e</sup> République, la présidence de la République et le Sénat? Que pourraient y gagner les masses? etc. L'Humanité et le Populaire qui, en fait, n'appellent à aucune action réelle fut-ce pour obtenir la dissolution de la Chambre, n'éprouvent même pas le besoin d'envisager les variantes possibles du développement ultérieur de la situation. L'un et l'autre pratiquent, au fond, la politique du « moindre mal » de la social-démocratie allemande. Ce qu'on a maintenant, ce n'est guère fameux, mais que peut nous réserver le lendemain, personne ne le sait et c'est pourquoi nous, dirigeants du P.C. et du P.S., nous nous efforçons par de grands rassemblements concurrents aux manifestations réactionnaires, de maintenir l'équilibre actuel. Le malheur pour eux, et plus encore pour la classe ouvrière sur laquelle ils ont encore l'influence prépondérante, c'est que la bourgeoisie ne pourra se résoudre à l'équilibre actuel.

Or, il se trouve qu'au sein même de cette bourgeoisie, des courants, plus directement liés à des couches petites bourgeoises, ont senti la nécessité d'apporter une solution nouvelle. D'où l'idée de la « Constituante » soulevée par des députés radicaux. Comme de juste le Populaire et l'Humanité, prenant cette proposition pour une plaisanterie s'en tirent par une pirouette, au lieu d'opposer aux utopies bourgeoises et petites bourgeoises — qui, en fin de compte, ne peuvent servir que la réaction et le fascisme — des solutions précises, claires, susceptibles de rassembler autour du prolétariat révolutionnaire toutes les masses laborieuses encore attachées aux conceptions démocratiques.

(Voir suite page 2)

**Vous nous apporterez immédiatement votre appui**

Ainsi la question se pose, à la veille de notre cinquième anniversaire.

Depuis cinq années, nos idées ont fait leur chemin, notre influence a grandi et avec elle le nombre de nos lecteurs. Mais les difficultés matérielles sont pour tous chaque jour plus pesantes et l'appui que l'on donne à son journal en pâtit. L'heure est pourtant décisive : **OU LES IDÉES POUR LESQUELLES NOUS LUTTONS DEPUIS DES ANNEES TRIOMPHENT DANS LEUR CONTENU REVOLUTIONNAIRE, OU LE PROLETARIAT SERA ICI ENCORE ECRASE !**

Un des plus sûrs moyens du triomphe de nos idées, c'est notre VERITE. Pour assurer sa parution hebdomadaire sur quatre pages, il nous faut un fonds de CINQ MILLE FRANCS. Ce n'est pas un « petit effort » que nous demandons à chacun de nos amis, C'EST UN GROS SACRIFICE. Chacun aura à cœur de faire son devoir révolutionnaire en le consentant.

Ne remettez pas au retour des vacances: immédiatement envoyez-nous sous la forme que vous préférez (souscription — à valoir sur commande de librairie) votre appui !

(Compte postal P. Frank : 1368-55 Paris).

## MENACES DE GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT

L'antagonisme qui oppose l'U.R.S.S. au Japon revient sur la scène internationale. Les visées impérialistes du Japon sur la Chine du Nord, la Mongolie et la Sibérie orientale sont connues de longue date. Déjà la guerre russo-japonaise de 1905 en fut la première concrétisation. Dans les années 1919-1920, l'impérialisme nippon envoya plusieurs expéditions en Sibérie orientale et apporta une aide matérielle considérable aux troupes blanches opérant dans ces régions. La consolidation du pouvoir prolétarien devait faire reculer le Japon pour un temps. Mais avec les succès de ce dernier en Mandchourie, l'antagonisme ne pouvait que s'aggraver. Pour pousser plus loin ses conquêtes impérialistes, le Japon doit en premier lieu porter un coup au pouvoir soviétique.

Le prétexte immédiat du conflit est la question du chemin de fer de l'Est chinois. Cette voie est pour l'U.R.S.S. d'une importance considérable. En effet, un coup d'œil sur la carte suffit à montrer que c'est là, la clef de voute du système de défense de l'U.R.S.S. dans ces régions. La perte de cette voie signifierait du même coup la perte du port de Vladivostok, c'est-à-dire le seul port que l'U.R.S.S. possède sur le Pacifique et de la région qui l'entoure jusqu'au fleuve Amour.

Que l'U.R.S.S. ait été amenée voici plus d'un an déjà à cette solution cela ne peut être critiqué en principe; c'est là une question de rapport de forces. Mais ce qui est condamnable, c'est de faire ces opérations sous le couvert d'une politique de paix, alors que l'on sait très bien que la question du chemin de fer réglée, se posera encore la question de la Mongolie et de la Sibérie soviétiques; en un mot, alors que l'on sait que le chemin de fer lui-même n'est pas la cause du conflit mais une des causes. De plus, on se demande comment, après cela, les plumeux de l'Humanité ont le culot d'essayer de démontrer que c'est là une preuve de la puissance accrue et de la force de l'U.R.S.S. Cela ne fait que démontrer son recul sur le terrain de la force réelle. Qu'on se souvienne en effet de 1929 où le monde entier croyait la guerre sur le point d'éclater, où l'U.R.S.S. mobilisait. Il n'était pas alors question de cession mais bien de conservation de cette voie.

Quoiqu'il en soit, les pourparlers engagés trainent depuis près d'un an et demi. Nous sommes aujourd'hui devant une tentative de la part du Japon de résoudre la question par le coup de poing sur la table. Il faut, semble-t-il, écarter pour l'in-

stant tout au moins la possibilité d'une ouverture des hostilités car dans quelques semaines à peine il sera absolument impossible de mener des opérations militaires dans ces régions très froides. Mais cette manœuvre semble avoir pour but d'amener l'U.R.S.S. à un nouveau recul. La manière détournée par laquelle le gouvernement japonais a mené l'affaire (par la voie de l'officieuse Nichi-Nichi) apporte un appui à cette hypothèse.

De plus, la question se complique à la fois du fait de l'antagonisme qui oppose l'un contre l'autre les impérialismes nippon et yankee et du fait de la situation intérieure de la Chine.

En dernier analyse, la cause fondamentale de l'antagonisme nippo-américain est la prépondérance en Chine et sur le Pacifique. Ces derniers mois les rapports se sont encore tendus entre les deux pays à propos de questions douanières (majoration des tarifs douaniers sur la soie venant du Japon). Les Etats-Unis font des îles Aléoutiennes une base navale de première importance. Le Japon, de son côté, renforce son armée aérienne. En un mot, les adversaires s'observent et se préparent pour le combat.

Une alliance militaire entre l'U.R.S.S. et les E.U. contre le Japon est-elle possible? Dans la voie dans laquelle l'U.R.S.S. est engagée, cela semble incontestable. On peut d'ailleurs penser que la question a été soulevée au cours des entretiens de Washington entre Roosevelt et Litvinof.

Par ailleurs, l'avance des troupes « rouges » chinoises dans le Kiang-Si, ouvrant une grave crise intérieure en Chine peut précipiter bien des choses. En effet, le Kuomintang s'étant démontré incapable dans la « lutte contre le banditisme rouge », il est probable, et cela s'est déjà dessiné au cours de la semaine dernière que les impérialismes chercheront à suppléer à la carence du Kuomintang d'une manière plus directe qu'ils ne l'ont jamais fait, la soi-disant indépendance de la Chine en deviendra plus précaire encore; tous les problèmes de « partage d'influence », de porte ouverte, etc... se reposeront avec acuité.

Ainsi donc, il nous aura été donné de voir en moins de 15 jours, se développer sur les principaux points névralgiques du monde ce genre d'incidents qui, survenant à des moments donnés, deviennent prétextes à des guerres impérialistes. Cette extrême rapidité avec laquelle un incident suit l'autre montre la précarité de la paix et à quel degré sont poussés les antagonismes impérialistes.

### Pogrome à Constantine

Cette brusque explosion est un effet de la fermentation profonde qui se développait depuis des mois déjà dans les masses arabes et qui avait beaucoup effrayé le gouvernement. Et cela dans les trois départements. Il est assez baroque dans ces conditions, que toutes les autorités aient négligé de se trouver sur les lieux. M. Garde devait, paraît-il, partir au Canada. Drôle d'idée pour un gouverneur qui était venu spécialement pour conférer avec le gouvernement sur ces questions. De même pour les autres membres responsables de l'administration. On a parlé d'envoi des troupes d'Alger et d'autres villes sur Constantine; or, il existe à Constantine même, une garnison assez importante (régiments de zouaves et de tirailleurs). Tout cela est d'autant plus troublant que le communiqué du ministère de l'Intérieur parle d'agitation préalable à l'incident provoqué par le zouave israélite à la mosquée.

Que l'on se rappelle la manière dont l'Oukhrana tsariste (police d'état) utilisa à maintes reprises les troubles et l'effervescence dans le peuple russe. Dans cette Algérie de la colonisation française, les caïds et les marabouts (ces derniers particulièrement redoutables, sont fort nombreux dans le département de Constantine), vendus à l'impérialisme, ont une puissance énorme. C'est autour de ces faits qu'il faut voir la cause du pogrome.

Le gouvernement de « trêve » par ses agents, a su ainsi détourner la colère des masses arabes, qui n'ont pas de conscience de classe, et à qui l'organisation politique manque, sur les israélites.

### A PROPOS des récents congrès syndicaux

De nombreux congrès syndicaux se sont tenus d'une importance énorme dans la lutte ouvrière. En particulier les congrès de l'enseignement. Le manque de place nous oblige à remettre au prochain numéro une étude substantielle sur ces congrès.

Disons cependant que les puissants mouvements de masses qui se font jour en France, et les regroupements profonds qui s'opèrent dans le prolétariat de ce pays, ont trouvé un reflet dans les travaux de ces congrès. L'opposition à la politique de Jouhaux, qui se dessinait dans les masses de la C.G.T., s'approfondit chaque jour plus et les instituteurs confédérés ont fortement marqué le coup. De même pour ce qui est de la lutte contre le gouvernement Doumergue; la grève générale que nous préconisons a été défendue par plusieurs camarades même du bureau du Syndicat national.

L'unité syndicale peut, grâce aux votes des deux congrès, recevoir une impulsion déterminante pour les deux centrales.

On comprend que, dans ces conditions, la bourgeoisie a fait donner tous ses valets de plume contre les instituteurs syndiqués qu'ils désignent comme les premiers objectifs de la répression antiouvrière.

- En page 3 : Une enquête auprès des paysans
- En page 4 : Tribune de discussion

# Un épisode des grèves de Minneapolis

Nous publions ci-dessous un article paru dans le « Militant », organe de notre section américaine donnant un tableau vivant de la lutte des travailleurs de Minneapolis. Cet article a été rédigé par le camarade Cannon qui, depuis, a été arrêté par la police du capitalisme américain.

L'enthousiasme était grand dans toutes les couches du prolétariat de Minneapolis, parce que des milliers d'ouvriers, dans un meeting de masses de l'Union Générale des conducteurs, ont émis un vote unanime de grève dans l'industrie des transports, pour la seconde fois en moins de 60 jours. En conséquence de la décision d'aujourd'hui, toute activité sera bloquée à Minneapolis depuis la nuit de lundi jusqu'à ce que les dirigeants satisfassent aux demandes de l'Union, on a annoncé à la réunion qu'un vote de grève serait également émis par l'Union locale de Duluth. Le meeting de masse débordait d'enthousiasme, quand on demanda aux membres de l'Union Générale d'émettre un vote de confiance aux chefs de l'Union locale. Unaniment ils répudièrent les attaques perdues menées contre William Brown les Dunne, Karl Skagnund et les autres chefs locaux par les dirigeants et par Dan J. Tobin, président de la confraternelle des conducteurs. Mettant en relief que la Confraternelle internationale n'a rien fait pour aider à organiser les camionneurs de Minneapolis, ils refusèrent de céder devant l'épouvantail des rouges et réinvestirent de leur confiance, les chefs qui ont bâti l'Union Générale et l'ont conduit à la victoire au printemps.

Pendant que les membres de l'Union Générale préparent les mesures décisives, l'Union Centrale de Minneapolis tenait aussi une session importante. La résolution adoptée par l'Union Générale, fut portée devant cette assemblée, organe de contrôle de la Fédération Américaine du Travail. Là aussi la réponse fut unanime. La résolution fut adoptée et l'union centrale du travail s'engagea à donner son appui total à la grève décidée. Ainsi le prolétariat de Minneapolis a donné une réponse de classe authentique aux dirigeants et à tous leurs agents.

Saint Paul doit voter sur la grève. Le président Flemming des camionneurs de St-Paul, prenant la parole au meeting de masse, annonça que le jeudi, son organisation émettra aussi un vote de grève. Nous avons

les mêmes revendications que vous, déclara Flemming, et nous sommes pour une action commune. Flemming répudia aussi les attaques de Tobin, contre les dirigeants de l'Union générale dont on avait déclaré qu'ils étaient les mouchards payés du comité de renseignements des employeurs, conduisant la horde des briseurs de grève.

Parmi les orateurs du meeting de masse, se trouvaient le président Brown de l'Union générale, les trois frères Dunne, Vincent Grand et Miles et des représentants de l'organisation auxiliaire des femmes de l'Union générale. Au nom de cette organisation, un des orateurs déclara : « Nous combattons côte à côte avec les hommes jusqu'au bout ». Des applaudissements enthousiastes, saluèrent sa déclaration. L'esprit combattif de la réunion déborda bientôt de la salle. Sans cesse, depuis la réunion de masse de vendredi dernier, le sentiment de solidarité des travailleurs de Minneapolis s'est accru. Aujourd'hui des travailleurs de nombreuses branches d'industrie attendaient à l'extérieur du meeting des camionneurs pour apprendre la décision. A cet esprit de solidarité, s'ajoute un esprit de ferme détermination. La dernière grève des camionneurs a été une lutte serrée. Mais chacun est prêt à faire face, même à une résistance encore plus âpre. Les pourparlers de grève s'étendent à d'autres industries : les coiffeurs, les mécaniciens automobilistes, les blanchisseurs, les conducteurs de camions frigorifiques, les employés de magasin, les employés de tramways, les mécaniciens dentistes, les tapissiers, les travailleurs du bâtiment ont tous des griefs, qui remontent loin dans le passé. La notion d'un front unique de combat pour des conditions de vie découlées est entrain de gagner rapidement du terrain. Les conducteurs de camions de blanchisserie qui se sont affiliés à l'Union générale, formant ainsi le 3<sup>e</sup> groupe, autrefois indépendant, s'unissant ainsi à l'Union générale depuis la victoire de la dernière grève.

Il faut s'attendre maintenant à des efforts frénétiques de dernière heure de la part des chefs d'industrie pour empêcher la grève de se déclencher. Sans aucun doute, ils vont intensifier leur campagne de calomnies contre la direction de l'Union. Le vote d'aujourd'hui éclaircit cependant un point, c'est que les ouvriers connaissent leurs intérêts et que rien en les en distraira.

Minneapolis, le 11 juillet.

## Après le voyage de Tartaresco

# La politique extérieure de la Roumanie

Tartaresco, chef du gouvernement roumain, est venu à Paris, comme je l'ai déjà indiqué dans une étude parue dans la Vérité, la Roumanie, par sa situation géographique, la nature de son économie est de façon naturelle, poussée vers l'Allemagne.

C'est l'Allemagne qui pourrait absorber les produits agricoles de la Roumanie, c'est elle qui fournit la plus grande partie des importations. Une minorité allemande assez importante (1 million sur 17 millions d'habitants), pousse dans le même sens.

Tous les partis de droite sont germanophiles, et plus ou moins francophobes.

L'Allemagne a particulièrement la sympathie de la « Ligue de défense nationale chrétienne » de Cuzza et des « Gardes de fer » de Codreano. Le roi Carol, malgré son long séjour en France, influencé par les Gardes de fer, penche aussi vers l'Allemagne.

Il y a peu de temps, au moment du complot des officiers, le général fascisant, Averesco, failli être chargé du pouvoir par le roi Carol. Si celui-ci a du abandonner son projet, c'est uniquement à cause de ses difficultés financières.

La Roumanie, comme tous les autres pays de la Petite Entente, est liée à la France par de fortes chaînes financières. On ne peut plus compter le nombre des emprunts effectués en France; le total des dettes atteint un chiffre astronomique. La Roumanie n'est pas capable de payer les intérêts de ces dettes, (on ne parle même pas du remboursement du capital), mais a toujours besoin de nouveaux crédits. Naturellement ce n'est pas en Allemagne qu'elle trouvera ces fortes sommes et noiens volens, elle reste attachée à la France.

Mais si elle prend l'argent français, c'est avec l'Allemagne qu'elle conclut un accord économique.

Le représentant de la politique française à Bucarest est Titulesco. Mais son prestige diplomatique a diminué de beaucoup; s'il se maintient, c'est seulement grâce à la forte pression du Quai d'Orsay. Le voyage de Barthou à Bucarest a eu surtout comme but de rappeler à la Roumanie, que toute velléité d'indépendance aura comme résultat des représailles financières. Le roi Carol s'est incliné et Tartaresco, sur les injonctions de Barthou, a même ordonné la dissolution des formations hitlériennes de la minorité allemande en Roumanie.

Mais il s'est bien gardé d'envisager la dissolution des gardes de fer, fascistes roumains germanophiles, et enfants chéris du

roi Carol. Cette intention avait coûté la vie à son prédécesseur Duca.

Donc Tartaresco est venu à Paris, mais il ne s'agit nullement d'une visite de courtoisie. Il est venu en qualité de ministre de la défense nationale, et comme toute relation de la France est une relation d'argent — il s'est fait accompagner par le ministre des finances. Il s'agit d'un nouvel emprunt qui servira à l'achat d'armes par la Roumanie en France. En somme, un petit cadeau que le gouvernement Doumergue fait à Schneider et autres marchands de canons français.

Mais, fait curieux; pourquoi est-ce juste à ce moment qu'est réorganisée l'armée roumaine ? Par le pacte de non-agression avec l'U. R. S. S. — laquelle, par ce pacte, a tacitement renoncé à la Bessarabie, garantissant les frontières de la Roumanie actuelle, — par le dernier rapprochement de la Bulgarie avec la Yougoslavie, la situation militaire devrait sembler plutôt meilleure.

Est-ce que le réarmement de la Roumanie se dirige contre la Russie, comme le prétend Péri, volontairement myope? Avec les relations actuelles entre la Russie et la France, cela serait plutôt invraisemblable.

A mon avis, ce réarmement a une autre raison. La Petite Entente court le danger de se désagréger. Si la Tchécoslovaquie et la Roumanie sont encore solidement attachées à la France par de lourdes chaînes financières, les derniers événements diplomatiques (le voyage de Barthou n'a pu que le confirmer), montrent les tendances nettes de la part de la Pologne et de la Yougoslavie de se dégager de la tutelle française.

Si, pour la Yougoslavie, nous restons sur le terrain des hypothèses, pour la Pologne il n'y a aucun doute. Elle se détache de sa protectrice.

Pilsudsky reprenant son vieux rêve de la croisade antisoviétique, s'est arrangé avec l'Allemagne. La question du « couloir », pourrait bien s'arranger par des compensations dans les plaines fertiles de l'Ukraine, Gdynia, sur la Baltique, pourrait trouver son équivalent sur la mer noire. Barthou a essayé de marchander à Varsovie, mais la Pologne se moque de l'Anschluss, des intérêts de la Tchécoslovaquie et de la France. L'alliance avec l'Allemagne, pourrait lui donner des avantages plus intéressants au dépend de la Russie. Sous cet aspect, le réarmement de la Roumanie recevrait un sens nouveau.

PERO.

# La situation ouvrière en Belgique

La bourgeoisie belge continue systématiquement ses efforts pour charger les exploités du poids de la crise. Le gouvernement de Brocqueville s'est fait voter les pleins pouvoirs. Les grands usiniers poursuivent une offensive d'ensemble contre le taux actuel des salaires ouvriers.

Mais il faut dire que si la réaction belge entreprend cette attaque, c'est qu'elle lui paraît réalisable. Face à elle se trouve une masse ouvrière combattive, mais trahie par sa direction politique et syndicale, et privée de chefs révolutionnaires. Les événements récents ne font que confirmer cette triste constatation. La grève de Verviers vient de prendre fin sur une défaite de la classe ouvrière. Les syndiqués ont été lâchement trahis par leur direction réformiste. L'ordre de reprise a été lancé par la commission syndicale sans consultation régulière des grévistes et malgré leur opposition. Les boîtes syndicales ont — une fois de plus — appliqué leur méthode néfaste de collaboration avec la bourgeoisie, qui n'est, en vérité, qu'une capitulation devant elle. Elle livre purement et simplement les ouvriers grévistes au patronat, qui leur imposera ses conditions d'esclavage.

Une fois de plus, la bureaucratie réformiste a accompli son travail de démoralisation et de désorganisation des travailleurs. Mais les grévistes du textile ont réagi avec violence contre la trahison de leurs chefs. Ils ont protesté devant les Maisons du Peuple; ils ont brûlé le journal « Le Travail » qui, malgré la promesse de son directeur, avait inséré le communiqué de levée de grève. Cette action énergique doit continuer. Il faut chasser de la direction des organisations les responsables de la défaite. Leur maintien équivaudrait à livrer les ouvriers belges aux mains de la réaction. Car ils sentent que le prolétariat peut résister à l'attaque. Et ils se préparent à saboter la lutte, en brisant préventivement l'opposition révolutionnaire, qui se manifeste au sein des organisations ouvrières.

La Commission syndicale vient de se lancer dans une charge à fond contre l'« Action Socialiste ». C'est que les militants de l'« Action » attaquent sa politique réformiste et préconisent la grève générale, seule arme que possèdent les travailleurs pour résister efficacement à l'offensive des patrons et du gouvernement. Au lieu de donner des mots d'ordre de lutte à la masse ouvrière et de lui faire connaître la gravité de la situation, la bureaucratie réfor-

miste mène le combat contre la gauche socialiste. La Commission syndicale, en son dernier congrès de Bruxelles, manifesta ouvertement sa volonté de rejeter hors des organisations syndicales les militants combattifs, qui défendent des mots d'ordre de lutte et qui demandent aux syndiqués de décider responsablement sur les graves questions, qui se posent actuellement à eux. C'est que l'opposition ne lui permet pas de réaliser son prochain objectif : le renforcement de ses pouvoirs bureaucratiques. Car c'est ce qu'exprime la réforme de la structure du mouvement syndical. Elle pourrait ainsi avoir le monopole de diriger les conflits que la crise actuelle engendre chaque jour. Et les dirigeants équivoquant, pour elle, à capituler devant chaque attaque patronale. Sa décision quant à la grève de Verviers le confirme.

En face d'une telle situation que doivent faire ceux qui veulent résister ? Que doivent faire Spaak et l'« Action Socialiste » ? En accord avec notre section belge, qui le demande, ils montreront nettement et fermement aux ouvriers la seule voie à suivre. Ils doivent se rendre sur le lieu des conflits ouvriers pour y faire connaître et réaliser les mots d'ordre de lutte. Ils résisteront à l'ultimatum de la Commission syndicale, en précisant leur position en une direction révolutionnaire. Ils montreront aux ouvriers la nécessité du front unique de lutte des organisations et les inviteront à faire pression sur leurs dirigeants pour la réaliser. Ils encourageront la J.G.S. dans la réponse favorable qu'elle a faite à l'initiative prise à cet égard par la L.C. belge. En Belgique, comme ailleurs, seules une direction révolutionnaire et l'unité d'action permettront de briser l'offensive réactionnaire.

# La crise autrichienne

Le chancelier Dollfuss avait signé son arrêt de mort aux journées de février, quand il fit maltraiter les ouvriers d'Autriche. Briser les organisations ouvrières, principale base de résistance à l'offensive hitlérienne, c'était préparer une recrudescence aux attaques du terrorisme nazi. Le développement de la situation l'a bien confirmé. Espérant utiliser le mécontentement général, qui augmentait chaque jour l'impopularité du ministère Dollfuss, les nazis tentèrent leur coup d'Etat du 25 juillet. S'ils échouèrent, c'est que le mécontentement exprime les difficultés auxquelles se heurte le peuple autrichien depuis le traité de Saint-Germain et la résistance passive du prolétariat, qui ne se résigne pas à la défaite, beaucoup plus que le désir d'une solution à la mode hitlérienne.

Les nazis sont vaincus, mais la dictature catholico-heimwehrienne n'est pas pour autant affermie. La bourgeoisie autrichienne, qui ne veut pas faire les frais d'une dictature hitlérienne, se débat dans les contradictions. Et le replâtrage Schuschnigg-Starheimberg, qui ont mis provisoirement terme aux conflits graves qui les divisent sous la pression de Rome, Paris, Londres, n'est qu'une façade. L'Autriche continue d'être un foyer de conflagration particulièrement actif dans la poudrière européenne. Monstre économique, elle ne peut espérer trouver d'issue à son incurable situation dans les cadres nationaux d'une Europe balkanisée. Elle ne peut y être qu'une constante menace de guerre.

L'attitude sans équivoque des vainqueurs de la guerre, la position particulièrement menaçante de l'Italie ont fait reculer le gouvernement d'Hitler. Incapable de supporter une guerre, l'Allemagne a refusé de reconnaître ceux qu'elle avait poussés à l'action. Mais ce n'est que partie remise. La résistance dans les régions montagneuses de la province a manifesté l'importance du mouvement hitlérien d'Autriche. Et les dirigeants actuels aussi bien que les puissances garantes de l'« Indépendance » sont incapables d'apporter la moindre solution aux contradictions autrichiennes. Le bonapartisme autrichien n'a aucune base de soutien. Il devra le céder au fascisme ou à la révolution prolétarienne. Les puissances représentées, chacune, leurs solutions, qui, sous couleur de protéger une impossible indépendance, tâchent d'orienter la situation au mieux de leurs intérêts respectifs. Tout essai de réalisation se

heurtera à de violentes oppositions. La perspective d'une intervention italienne a aussitôt provoqué une réponse menaçante de la Yougoslavie. La proposition de retour à une monarchie austro-hongroise réduite provoque un refus irréductible de la Petite-Entente, qui y voit un « casus belli » et n'est aucunement disposée à l'attitude conciliante que lui voudrait son suzerain, l'impérialisme français.

Le problème autrichien reste aussi menaçant qu'auparavant. Il ne pourra être résolu que dans le cadre économique des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Malheureusement la défaite ouvrière de février ne permet pas à un parti révolutionnaire organisé d'utiliser les contradictions de la bourgeoisie autrichienne au profit du prolétariat. La solution est, ici encore, en France où une offensive victorieuse de la classe ouvrière provoquerait l'explosion des conflits actuels, le réveil des énergies et des espoirs prolétariens et la dissolution des dictatures.

# Après la mort de Hindenburg

Le développement de la situation intérieure et extérieure de l'Allemagne accule Hitler à des difficultés toujours plus malaisées à résoudre. Prétendre trouver une solution à ces difficultés dans un renforcement de son autorité dictatoriale, c'est renoncer à résoudre réellement les problèmes qui se posent et démasquer le caractère purement policier de la démagogie nazie au service du capital allemand. Au mécontentement des éléments de base qui l'avaient porté au pouvoir, Hitler n'a su répondre que par la suppression sanglante des ambitions qui cherchaient à l'utiliser et par le licenciement momentané des sections d'assaut. C'était s'aliéner la masse petite bourgeoisie qui espérait en lui.

Il semble que, poussé par les éléments qui se groupent autour de Goebbels, Hitler ait tenté d'offrir à cette masse une illusoire compensation extérieure. D'où le putsch tenté à Vienne le 25 juillet. On en connaît les suites. Vaincu en Autriche, incapable d'affronter une guerre, Hitler a dû reculer précipitamment. Le désaveu des terroristes autrichiens, le rappel de Rieth, ambassadeur à Vienne, la destitution de Habicht ont marqué les étapes de ce recul.

Sur ce est survenue la mort de Hindenburg, vieillard gâteux, mais qui cristallisait autour de lui les éléments conservateurs, l'armée et la propriété foncière. La question de la succession pouvait constituer pour Hitler une menace contre la stabilité de sa domination. Faisant coup double, il profite de l'occasion pour écarter toute possibilité de créer un nouveau pôle d'attraction pour l'opposition réactionnaire et pour raffermir son pouvoir. Un décret ministériel confond dans Hitler le pouvoir suprême et les fonctions de chancelier. Piteux 18 Brumaire !

Aussi Hitler sent-il le besoin d'une approbation populaire, même illusoire. Un plébiscite est décidé pour ratifier la décision ministérielle. Il n'y a pas de doute à se faire sur les résultats. La majorité écrasante du peuple allemand, conduite aux urnes, comme un troupeau de moutons, accordera le satisfecit exigé d'elle. Et pourtant la situation est catastrophique pour le fascisme allemand, qui n'a répondu dans aucun domaine aux promesses qu'il avait faites. Toute sa force vient de la faiblesse de ses ennemis.

Au moment où l'hitlérisme se coupe des masses, qui l'appuyaient, se transforme en un bonapartisme militaire et policier, plus étroitement asservi que par le passé au grand capital, aucune direction révolutionnaire ne permet d'utiliser ces difficultés au profit du prolétariat. Après avoir honteusement capitulé, la social-démocratie et le centrisme stalinien ont vu leurs cadres brisés, tués, persécutés, enfermés. Et tout l'héroïsme des militants isolés que martyrisa la police d'Hitler-Goering ne remplacera pas la nécessité d'une direction révolutionnaire. Pourtant la masse réagit de plus en plus vigoureusement contre l'oppression. L'exemple d'une résistance et d'une révolution victorieuse serait le signal du réveil pour le prolétariat allemand. Ici aussi, la solution est en France, plaque tournante du conflit entre le capital et le prolétariat.

# LA VERITE EST EN PERIL !

De nombreux camarades ont répondu à notre appel, mais leur nombre est encore trop restreint, leur appui trop limité. Aux obligations que nous imposent de lourdes dettes, aux engagements correspondant à la parution de chaque numéro nous ne pourrions faire face qu'à la condition de réunir en une dizaine de jours, CINQ MILLE FANCS !

Nous nous adressons à nos lecteurs, à nos amis; il y a quelques mois nombreux sont ceux d'entre nous qui ont souscrit à notre emprunt remboursables en livres. Quasi nulles ont été les commandes de livres faites pour remboursements, pourtant depuis, chacun de vous a acheté des livres sans bénéficier de notre remise, toute commande de livre faite par nous, étant payable en publicité, chaque livre que vous achetez sans passer par notre intermédiaire, correspond à une somme que vous nous refusez ! N'invoquez pas des négligences fâcheuses, un de nos camarades est spécialement affecté maintenant à ce travail, satisfaction sera donnée à vos commandes dans la semaine.

Pour sauver notre Vérité, sans peser sur votre budget, envoyez-nous de suite une somme que nous porterons au crédit de vos commandes de librairie ! Nous passer vos commandes, ce n'est pas nous accabler de besogne, mais nous aider.

Le Camarade :

Adresse :

Verse la somme de :

A valoir sur ses commandes de livres (Remise 10 %).

Notre administration fut à ton égard, coupable de bien des négligences ? Te faire, c'est le tolérer; c'est faire entériner cette négligence par les camarades actuellement responsables et qui ne peuvent améliorer les relations avec nos lecteurs que s'ils connaissent leurs doléances. Réclamer à juste titre, c'est nous aider !

## Le stade du syndicat unique est dépassé

Syndicat unique ne veut pas dire fusion des sections syndicales. Chaque section syndicale conserve sa vie propre, son caractère, en partie son autonomie. Evidemment un bureau commun est désigné. Le syndicat « unique » est tout simplement le Comité d'action ou d'entente qui réapparaît sous une formule différente.

Les syndicats dits uniques se développent-ils aussi rapidement que la situation l'exige? Leur nombre répond négativement. La démagogie de la C.G.T.U. gonfle leur importance, sans tenir compte des démentis trop nombreux. Et puis localement ces syndicats uniques revêtent des caractères très divers suivant les exigences des militants confédérés locaux. Là, les inorganisés sont écartés, ailleurs une place importante leur est réservée au bureau commun. Par endroit, les unitaires se décideraient même (pour satisfaire les confédérés et surtout pour avoir leur acceptation à la formule) à écarter des sections locales d'organisation dissidente issue du syndicat confédéré. En définitive, les syndicats uniques sont très bigarrés.

D'autre part, trop souvent seuls les responsables des sections syndicales se sont entendus sans que la masse ait participé effectivement au travail préalable à l'entente.

Mais, direz-vous, cependant l'annonce de la réalisation du syndicat « unique » doit provoquer l'enthousiasme?

En général, les travailleurs en sont ravis, mais ils ne sont pas en délire.

Il est certain qu'actuellement les problèmes de l'action politique prévalent pour les masses sur les questions d'organisation; c'est une des causes de ce manque d'enthousiasme.

A notre avis, une autre cause revêt une beaucoup plus grande importance, c'est qu'au travers de ces ententes locales si fragiles, les travailleurs sentent que maintenant les luttes économiques ont pris une ampleur qui dépasse le cadre local. Et puis, les militants unitaires orthodoxes ont trop souvent déformés les militants confédérés dans les comités d'entente locaux.

Toutes ces raisons font que syndicat dit unique ne provoque pas ce choc, cette commotion qui indique que les ouvriers ont

repris conscience de leur force, ont repris confiance dans la lutte.

Ainsi il apparaît que le stade du « syndicat unique » est dépassé.

Il faut aller plus vite, frapper plus fort. Il faut réaliser l'unité syndicale de la base au sommet.

Dans ce sens la C.G.T.U. a complètement retourné au moins dans la forme, sa barge unitaire; malheureusement son passé récent fait que ce tournant brutal n'a pas provoqué chez les militants confédérés un mouvement assez puissant qui impose à la direction de la C.G.T. une réponse favorable. C'est une direction de trahison, c'est vrai, mais qui peut encore se permettre de se laisser désirer.

Aussi, en face de cette situation, la C.G.T.U. doit aller plus loin et mettre plus catégoriquement les bonzes réformistes au pied du mur.

Ces derniers ont laissé amender la motion de Japy. Au moment du Congrès de la Mutualité en 1933, ils pouvaient devant la position sur l'unité de la C.G.T.U., se permettre cette manœuvre et laisser croire à l'efficacité de l'action des leunes de la catégorie Lacoste. Le « bon prince » Jouhaux les couvrirait de sa haute autorité.

Eh bien, il faut dévoiler les sentiments anti-unitaires des appointés du bureau confédéral et de la bureaucratie cégétiste, il faut clouer au pilori ce René Belin, homme résolu à tout, surtout à servir la bourgeoisie.

La rentrée en bloc de la C.G.T.U. s'impose d'urgence. Aucune condition préalable ne doit être imposée. Les militants confédérés alors complètement convaincus des sentiments unitaires de la C.G.T.U. sauront faire appliquer intégralement et sans défaillance la motion de la Mutualité.

Les dissertations des Belin, Guiraud et C<sup>o</sup>, hommes au service de M. Jouhaux, cette sangsue du mouvement ouvrier, ne résisteront pas à la poussée invincible de la masse des ouvriers confédérés. Une résistance de leur part, serait la signification irrémédiable de leur départ.

Aucune résistance, c'est l'unité syndicale réalisée, c'est une C. G. T., revivifiée par l'apport d'éléments révolutionnaires. Mais à condition cette fois que cet élan révolutionnaire, inconnu jusqu'ici dans la C.G.T. soit conséquent, qu'il sache imposer à la direction de la C.G.T. vraiment unique l'action que commande la situation actuelle.

Dès maintenant, l'action à entreprendre

## « L'Ottawa » français et la misère des peuples opprimés

L'impérialisme exploite sans vergogne les cadavres de ses larbins. Lyautey, le maréchal de l'islam, l'africain, le grand soldat, l'admirable pacificateur, le grand chef, le glorieux serviteur de la Patrie... Que de mots! En réalité, d'où qu'ils viennent, des croix de feu ou des libéraux, ils cachent mal la volonté de la bourgeoisie française, mise dans une impasse, d'intéresser les masses à l'esclavagisme colonial, à l'idée de l'Empire français, d'intensifier la spoliation des fellahs, des nâques et des ouvriers de la « France d'Outre Mer ».

Le secret du tam-tam autour du « Grand Marocain », comme autrefois autour du « Tonkinois », les dernières statistiques le révèlent. Le Temps a montré en effet que le commerce extérieur de la France a baissé beaucoup plus avec les pays étrangers qu'avec les colonies. Conséquemment, devant un monde où les « égoïsmes nationaux ne se font pas faute de continger, de dresser des barrières douanières, de jouer du dumping », « la France songe à se replier sur elle-même et pense à profiter de sa situation dans les cinq parties du monde ». (Temps du 28-7). Nous vivons une période où les impérialismes rivaux, devant l'univers déjà partagé, poussant la guerre économique jusqu'au paroxysme, mais hésitant devant la guerre, dans laquelle ils risquent de laisser leur peau, pratiquant un essai de pratiquer un système économique qu'ils savent par avance impossible et utopique, l'autarchie économique.

Si l'Allemagne d'Hitler et l'Amérique de Roosevelt inspirent à la France la sagesse « de ne pas s'orienter vers une autarchie économique qui ne conviendrait ni à la France, ni à l'Empire français », l'Angleterre lui a appris qu'un « Ottawa français » lui apporterait un certain soulagement. Aussi, Pierre Laval vient-il d'être chargé de soulager les Michelin, les gens de la banque de Paris et des Pays-

doit avoir pour objectif : l'abrogation des décrets-lois, la réintégration dans tous leurs droits des militants sanctionnés, la démission du gouvernement Doumergue.

Un seul moyen : la grève générale. Tous au travail pour la préparation de la grève générale, seule arme capable d'atteindre notre objectif actuel de lutte!

BOITEL.

Bas, etc... Il va réunir une conférence impériale. Nous avons vu l'échec de la Conférence monétaire, des délégations financières d'Algérie. Rien n'a pu empêcher les manifestations de Fez et d'ailleurs. En Indochine, l'impérialisme ne se porte pas mieux. « Des troubles révolutionnaires semblables à ceux de 1931 ne sont plus à craindre en Indochine », ces déclarations rassurantes de Robin ne l'ont pas rassuré lui-même. C'est pourquoi il n'a pas pu s'empêcher de déclarer que « l'Indochine subit la crise mondiale, qu'à l'heure actuelle, « les tentatives de reconstitution de l'appareil du parti (communiste) et des formations annexes ont été décelées un peu partout dans les pays annamites ». De la part d'un requin, la conclusion se devine : « ne plus s'endormir, veiller au grain ». (Interview de Paris-Midi).

Il est de notre devoir de veiller sur ce foyer révolutionnaire qui se rallume et de dire la vérité aux masses métropolitaines sur cet épais mystère du brigandage colonial. Ce mystère consiste à vous présenter la France, devant les attaques de l'ennemi, devant la crise mondiale, comme très forte, très puissante, dont le prestige et la santé rayonnent dans les cinq parties du globe. Cela a pour but d'empêcher de constater que le Messie de la Civilisation, de l'humanisme n'a rien pu contre la crise du riz, de la piastre, du vin d'Algérie. Au contraire, la crise ne fait qu'empirer : en Cochinchine, les surfaces cultivées étaient de 2.198.440 ha en 30-31 ; 2.000.051 ha en 31-32 ; 1.850.000 ha en 32-33. Le gâche de paddy (40 litres) qui se vendait 1 piastre ou 1 p. 20, se vend actuellement 0 p. 50 ou 0 p. 20.

En Afrique du Nord, lieusement en masse des fonctionnaires, sans parler de la crise du vin, des phosphates. Dans cette crise, s'il est faux d'affirmer comme les stalinien, que nous sommes dans une situation révolutionnaire, il faut constater plusieurs grèves en Cochinchine, la renaissance du mouvement révolutionnaire, la résurrection du V.N.Q.D.D. (parti nationaliste indochinois), la constitution du « Parti Trotskiste avec son leader Ta-thu-thau ». La bourgeoisie indochinoise l'avoue elle-même : « La masse de son côté souffre des misères sans nombre... les indices regrettables ne constituent-ils pas des symptômes inquiétants ? Ils préparent dans les campagnes un terrain de culture favorable à l'éclatement du virus communiste dont la propagande perfide et sournoise aboutit à de véritables Jacqueries » (Long).

D'autre part, la conférence impériale rencontre de cette bourgeoisie indigène, bien que frappée d'impuissance congénitale, une opposition sérieuse : « Les Annamites sont déjà

ulcérés de la désinvolture avec laquelle on a traité leurs doléances et leurs vœux touchant la question monétaire. Rien ne les empêchera de donner libre cours à leur indignation, à leur désespoir lorsqu'ils verront qu'on ne cherche par de nouvelles manœuvres qu'à resserrer les liens du servage économique qui déjà les fait tant souffrir » (Tribune Indochinoise).

Devant tant de difficultés, l'Ottawa français n'aboutira qu'à un fiasco. L'impérialisme français le sait bien. Il a préparé la bouée de sauvetage pour la « France française » en contingentant le riz indochinois, et en faisant la chasse à la « France de couleur » par une politique moyennageuse, en finançant ses bandes de camelots et de croix de feu en vue de l'extermination pure et simple des esclaves coloniaux par une politique centralisée, dictatorial, en un mot impériale. Nous avons constaté la formation de nombreuses hordes fascistes au Maroc, à la Martinique, en Tunisie, destinées comme les groupes fascistes coloniaux à Paris à éradiquer le prolétariat de France et des colonies.

(Voir suite page 4)

**L'ouvrier y gagnera-t-il ?**

**H. DUBREUIL**

**LES CODES ROOSEVELT**

et les perspectives sociales

GRASSET par l'auteur de "STANDARDS" 15 fr.

## Une enquête auprès des Paysans

Nous commençons la publication d'une étude sur la question paysanne par un de nos camarades paysan du Sud-Est de la France. Nous demandons à tous nos lecteurs, et en particulier à nos amis instituteurs de faire un effort pour la diffuser dans les milieux paysans. Nous accueillerons aussi très volontiers toute contribution à l'étude de cette question des plus importantes pour le mouvement révolutionnaire de ce pays.

### Vue d'ensemble sur les paysans

La révolution française a changé la situation générale de la paysannerie. Certains gros domaines appartenant au clergé ou à la noblesse ont été revendus par parcelles aux paysans. Bien des travailleurs ont à ce moment là possédé de la terre et pensé être indépendants. En fait les paysans ont été exploités sous d'autres formes.

Les paysans n'ont jamais eu d'indépendance; ils ont été assujettis par leur travail, par le temps et par des quantités de circonstances. C'est ainsi qu'une récolte prématurée oblige le paysan à renvoyer la promesse. La pluie, les inondations obligent souvent le paysan à travailler les dimanches entiers; une bête malade oblige son maître à passer des nuits entières à la soigner.

Indépendants, ils le sont encore moins pour vendre leurs produits. Aux premières époques de la République, le capitalisme était moins bien organisé auprès des paysans qu'aujourd'hui. C'est ainsi que des petits bourgeois bien placés ont organisé des manifestations commerciales (foires). Ces petites villes auxquelles de nombreuses routes, chemins de fer aboutissaient, drainaient les ruraux. Les paysans amenaient leur bétail, des halles servaient de marché aux grains, pommes de terre, châtaignes, fruits, etc... suivant les offres et les demandes, les prix s'établissaient. Ces prix variaient d'une foire à l'autre, d'un pays à l'autre.

A l'heure actuelle, ces foires tendent nettement à disparaître. Pourquoi cela? Parce que le capitalisme en se développant a constitué des monopoles de fait. Le petit meunier a dû fermer ses portes devant la grande meunerie, le petit négociant s'est vu absorber par les trusts.

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, les prix ne se discutent plus sur les champs de foire ni dans les halles mais ils sont fixés dans les bourses de commerce. Dans ces bourses, les sociétés capitalistes envoient leurs agents. C'est ainsi que quelques individus n'ayant souvent jamais vu germer un grain de blé, confondant quelquefois un porc avec un cheval, discutent et fixent les prix au mieux de leurs intérêts. Ces prix fixés ne peuvent plus se discuter. Le paysan est tenu de vendre son blé au prix qui lui est imposé. Le bétail est pris éga-

lement à la ferme, le paysan ne discute pas et puis à quoi cela lui servirait-il de discuter?

Les paysans n'ont pas plus de sécurité que d'indépendance. Les grêles, les gelées, les inondations, les incendies ont vite fait de détruire les prévisions optimistes. Assurez-vous, disent nos bourgeois - Impossible, les paysans qui sont accablés d'impôts de toutes sortes ne peuvent pas payer les primes d'assurances trop élevées.

Propriétaires! les paysans le sont dans la mesure où leur droit de propriété ne gêne pas le capitalisme. La terre de culture n'appartient au paysan que jusqu'à deux mètres à partir du niveau du sol. Qu'on découvre dans son terrain un gisement de pétrole, de sel gemme, de potasse, de minerai de fer et immédiatement le propriétaire est exproprié par l'Etat. Le terrain est ensuite livré à des sociétés capitalistes qui exploitent le sous-sol. Qu'il s'agisse de canaux, de routes, de chemins de fer, l'Etat, les sociétés de transport violent les droits de propriété. Et l'on peut dire que le droit de propriété est un leurre en régime capitaliste. Le petit paysan propriétaire, le petit propriétaire en général possède dans la mesure où ses droits n'entravent pas la classe dominante.

Donc, le paysan français n'est ni libre, ni indépendant, ni propriétaire.

Des couches moins favorisées de paysans travaillent le sol, soit en versant une rente annuelle aux propriétaires terriens, soit en donnant la moitié des récoltes aux propriétaires. D'autres travaillent la terre comme ouvriers agricoles.

En ce qui concerne les paysans versant une rente à leurs propriétaires, il y a d'abord le fermier louant une grosse exploitation qui a besoin d'un matériel considérable, d'un cheptel important, de sommes d'argent élevées. Beaucoup de ces fermiers sont bien plus riches que pas mal de petits propriétaires. Nous avons ensuite le moyen et le petit fermier. Ceux-là, par les temps qui courent, se trouvent plus ou moins enfoncés dans la misère. Pour les métayers, on peut faire la même classification que pour les fermiers. Le gros métayer ayant plusieurs centaines de milliers de francs en matériel ou en bétail vit largement. Le moyen et le petit métayer sont à peu près dans la même misère que le moyen et le petit fermier. Les « ouvriers agricoles peu nombreux dans la vallée du Rhône qui est semi-rurale, semi-urbaine, sont dans de nombreux cas les traîne-misère du village.

Comme dans l'industrie, le capitalisme s'organise en agriculture. Il y a désaxé la vie paysanne. Rationalisez, clament les revues agricoles bourgeoises. Mécanisez, sélectionnez vos semences, votre bétail.

Rationaliser veut dire : augmenter les rendements tout en diminuant les prix de revient; pour arriver à cela, il faut utili-

ser la machine. Et comme pour se procurer la machine, il faut être riche, ce ne sont que les cultivateurs capitalistes qui peuvent donc soutenir une concurrence facile aux modestes travailleurs. Ces derniers se sont très souvent dessaisis de leurs terres. Les gros cultivateurs tendent à s'approprier les petites exploitations et ainsi en agriculture comme dans l'industrie, comme dans le commerce, des monopoles de fait se constituent petit à petit ou ont tendance, à se constituer. Pour protéger nos produits agricoles, les barrières douanières s'élèvent; les protections étant toujours inopérantes et se retournant toujours contre ceux que l'on se propose de protéger, un malaise confus s'empare des paysans. Dangers économiques, dangers de guerre ensuite font que les paysans sont indécis et soucieux.

### La situation du métayer

Les métayers riches, peu nombreux dans la vallée du Rhône se trouvent davantage dans les régions se prêtant à la grosse culture. Ce sont des capitalistes souvent compétents dans la question agricole qui s'entourent d'ingénieurs agronomes, chimistes, géomètres, vétérinaires, ouvriers spécialisés. On rencontre ce genre de métayer en Brie, Beauce, dans les Flandres et surtout dans les colonies : Maroc et Algérie. Ces capitalistes exploitent à mi-fruit les propriétés de gros bourgeois, des Steeg (Maroc) et consorts. Ces gens là n'ont qu'un but : gagner le plus d'argent possible et pour cela surexploiter le personnel. Cette classe de métayer est trop peu intéressante pour s'y arrêter. Les métayers qui nous intéressent ici sont ceux qui exploitent eux-mêmes ou avec leur famille une propriété ne dépassant pas vingt hectares de terres cultivables.

Ces paysans-là n'ont certes pas tous le même genre de vie; il est évident que le métayer qui aura des enfants en bas-âge, qui aura un matériel insuffisant ou rudimentaire, sera plus touché par la spéculation et éprouvera une plus grande gêne financière que le métayer secondé par des fils robustes. La vie de ces métayers varie aussi avec le genre de culture.

Comme je l'ai dit plus haut, le métayer exploite à mi-fruit c'est-à-dire qu'il participe à presque tous les frais de l'exploitation, à la moitié des profits. Dans notre région par exemple le métayer devra fournir le matériel (charrues, fâcheuses, charrettes, etc...), devra fournir la moitié du bétail, et paiera quelque fois la moitié des impôts. Par contre, il sera logé, pourra pour se chauffer, utiliser les bois de l'exploitation, mais il devra rendre la moitié de la récolte au propriétaire sans que pour celui-ci il en résulte le moindre frais. C'est la situation type du métayer dans notre région. Naturellement les conventions peuvent varier avec les régions et suivant les convenances des bailleurs.

Comme tous les paysans en général, le métayer fera ses affaires dans la mesure où il saura rationaliser c'est-à-dire réduire ses prix de revient et augmenter si pos-

sible les rendements. En agriculture comme d'ailleurs dans l'industrie, non seulement la machine mais aussi la disposition de l'exploitation est un puissant facteur de rationalisation. De la même façon que l'industrie s'efforce de construire son usine à proximité des matières premières, sur des voies de communication faciles, le cultivateur pour réduire ses prix de revient devra lui aussi s'efforcer de construire sa maison d'exploitation le plus près possible de son domaine. Si un fossé roule des eaux régulières, le cultivateur s'efforcera de construire sa maison de telle sorte qu'il puisse, en pratiquant un captage, utiliser ainsi à bon marché l'énergie électrique.

Le métayer qui aura son logement et sa maison d'exploitation tout près des lieux du travail réalisera des économies en ce sens : d'abord il sera rapidement rendu au travail (économie de temps, par conséquent gain d'argent); il pourra surveiller de plus près ses récoltes aux époques où les inondations menacent; s'en apercevant à temps, il luttera plus efficacement contre les maladies insecticides et cryptogamiques; ensuite les lieux de travail étant tout près de la maison d'exploitation, les machines n'auront pas à rouler dans de mauvais et longs chemins, par conséquent moins d'usure, frais d'entretien peu importants.

Si le domaine du paysan se trouve morcelé, il y aura naturellement de grosses pertes de temps, une usure considérable dans le matériel, les récoltes ne recevront pas toujours les soins opportuns d'où perte d'argent.

Donc, dans les petits métayers, il y a toute une gamme de travailleurs qui crévent plus ou moins de faim les uns que les autres. Tous ces travailleurs sont plus ou moins aigris contre l'usurier qui les rançonne, contre les impôts, contre les propriétaires exigeants, aigris aussi par les intempéries de toutes sortes qui en peu de temps ravagent leurs récoltes. Beaucoup de ces petits métayers jalouent très souvent le petit propriétaire qui lui, a un peu plus d'indépendance et vit moins mal qu'eux. Beaucoup de métayers vivent de privations, économisent sou par sou pour pouvoir acquérir la terre. Notons en passant que les stalinien ont lancé le fameux mot d'ordre « la terre à celui qui la travaille » et l'appliquent à toutes les régions. Il est évident que ce mot d'ordre serait tout à fait opportun si les paysans ne possédant pas la terre formaient une unanimité. Il serait facile à ce moment là d'entraîner la masse paysanne à l'action. Mais comme d'une part en France pas mal de paysans possèdent et que d'autre part exploiter le sentiment de propriété auprès des paysans c'est les induire en erreur (chacun sait que les fins du communisme c'est la suppression de la propriété privée), je crois qu'il serait préférable de faire auprès des paysans, tout d'abord un travail d'éducation, ensuite lancer les mots d'ordre s'adaptant bien à chaque région.

Dans notre région, les métayers, les fermiers, les petits propriétaires sont tous

unanimement contre ce mot d'ordre. Le fermier, le métayer, devenus propriétaires, ne possédant rien d'autre que ces terres durement acquises se demandent quels seraient leurs vieux jours si, appliquant ce mot d'ordre, ils se trouvaient dépossédés du fruit de leurs peines. Les stalinien nous disent encore que l'on ne peut pas attendre de la masse paysanne le même effort que de la masse ouvrière. Qu'il faut s'attacher à neutraliser la paysannerie en sorte que la classe ouvrière puisse plus facilement prendre le pouvoir.

Et bien, je suis certain que si l'on veut neutraliser la paysannerie, il est préférable de faire auprès d'elle un travail d'éducation que de lancer des mots d'ordre opportunistes.

### La situation du fermier

Le fermier a plus d'indépendance vis à vis du propriétaire que le métayer. Plus d'indépendance du fait qu'il paie une somme annuelle toujours égale pendant toute la durée du bail. Le fermier une fois sa « ferme » payée n'a plus aucun rapport avec le propriétaire en ce qui concerne l'exploitation et peut tout à son aise semer le grain qui lui plaît, tailler la vigne à sa façon, élever et vendre le bétail qu'il veut.

Les fermiers qui avaient passé des baux de neuf ans pendant ou immédiatement après la guerre ont bénéficié de certains petits avantages du fait que ces baux ont été conclus à une époque où les produits agricoles se vendaient peu et que l'industrie absorbait beaucoup de ruraux. Le franc perdant de la valeur, les produits se sont vendus davantage sans pour cela que les baux soient augmentés. La situation du fermier se trouvant dans ces conditions là s'est épanouie et dans bien des cas, ces fermiers ont acquis la terre qu'ils travaillaient. Ils ont accédé à un échelon supérieur de la paysannerie, ils sont devenus petits propriétaires.

Pour les fermiers ayant conclu le bail au prix fort (époque de prospérité 1924-1928) la situation s'est présentée d'une façon opposée et pour eux il en est résulté une misère noire. Ici, je m'en remets aux camarades du centre pour compléter la question. Je crois que Renaud Jean a organisé quelques manifestations dans les Landes. Au Parlement d'une part le bruit de la fraction communiste, d'autre part, les autres députés gauches ont pour ménager leurs postes, voté la révision de ces baux. Je crois qu'il s'est passé quelque chose dans ce genre.

Le fermier comme tous les paysans travailleurs est assujéti par son travail, subit la concurrence du gros producteur agricole qui produit à plus bas prix. Le petit fermier comme tous les paysans travailleurs est rançonné par le commerce, par l'usurier. Chez le petit fermier, un mécontentement sourd gronde.

(Suite au prochain N°).

Pour une lutte organisée contre le fascisme

# La leçon des batailles de Toulouse, Roubaix, Grenoble, Lorient, etc...

Les organisations prolétariennes réagissent vivement contre toute démonstration fasciste. C'est bien, mais encore faut-il que soient bien précisés les buts à atteindre et que soient employés les moyens propres à les atteindre.

Les manifestations antifascistes doivent constituer un puissant moyen de propagande visant à isoler, discréditer, montrer sous son vrai jour le fascisme. Toute manifestation antifasciste doit poursuivre ce premier but. Les travailleurs, les paysans, artisans, petits commerçants, n'ont pas marché derrière les hommes du 6 février. Les fascistes font de gros efforts de recrutement; ce n'est pas sans raison; il faut leur barrer la route. La conquête des masses paysannes et petites bourgeoises reste encore à faire; la partie se jouera entre le prolétariat et le fascisme pour cette conquête dans les prochains mois, il n'y a donc pas de temps à perdre. Aussi importe-t-il de ne pas négliger les grandes possibilités de propagande antifasciste qui sont offertes par l'organisation des contre-manifestations qui s'organisent à travers le pays en riposte à la campagne de recrutement fasciste. Les manifestations antifascistes ne réunissent le plus souvent que l'avant-garde du prolétariat, encore est-il indispensable que cette avant-garde soit bien liée aux masses, que son action ait leur approbation, exprime ce qu'elles veulent.

Il importe particulièrement pour faciliter cet union, que les contre-manifestants ne se livrent à aucun acte qui puisse aller à l'encontre du premier but poursuivi: la conquête des masses laborieuses (paysannes et classes moyennes incluses). Les destructions de lampadaires, les bris de glace, les combats désordonnés contre les gardes mobiles qui tendent à transformer les manifestants en émeutiers destructeurs et impuissants repoussent plus qu'ils n'attirent le paysan, le petit commerçant et facilitent la propagande « d'ordre fasciste » auprès de ces éléments de la population. C'est aussi une faute réelle des organisations ouvrières que d'avoir négligé la propagande auprès des gardes mobiles pour les isoler du mouvement fasciste. Par la presse, les tracts, l'affiche, les organisations ouvrières doivent inviter les gardes mobiles à laisser les travailleurs régler leur compte aux « fils à papa », leur demandant de se refuser à être les « valets de chambre armés » de ces inutilités qui les méprisent et les traitent en mercenaires chargés de défendre leurs privilèges.

Si les manifestations antifascistes doivent éviter l'activité désordonnée, il serait faux cependant d'imaginer que les paysans, les commerçants ne sont pas sensibles aux démonstrations de force réelle du prolétariat. Il est bien au contraire, certain que de puissantes manifestations de masses préparées par une bonne propagande locale, se déroulant de façon ordonnée impressionneraient favorablement les couches hésitantes n'aurait favorablement les couches hésitantes et les rapprocheraient du prolétariat. Il est également certain que l'entrée en jeu de « milices du peuple » solides et organisées, non pour la lutte contre la garde mobile, mais pour corriger les fascistes, les désarmer, détruire leurs repaires, leur matériel de transport, produirait comme toute expression de force réelle, animée de volonté réalisatrice, un effet attractif non négligeable.

Mais ce n'est pas seulement pour des raisons de propagande auprès de larges couches de la population (que le prolétariat révolutionnaire doit gagner pour triompher) qu'il importe que les organisations prolétariennes revisent plus spécialement leurs modes d'action de rue contre le fascisme et le jugement qu'elles portent sur les résultats obtenus. C'est avant tout, parce qu'il y a pour le prolétariat, le plus grand danger à confondre les succès de regroupement et de démonstration, qu'il remporte avec des victoires sérieuses, capables de barrer définitivement la route au fascisme. Le danger de semblable confusion est d'autant plus réel que le Populaire, et l'Humanité ne manquent pas, chacun à sa manière, de tromper, là encore, la classe ouvrière en présentant chaque manifestation antifasciste locale comme une grande victoire réglant pour un temps dans le secteur envisagé, la question du développement fasciste. Rien n'est plus faux. Les manifestations antifascistes telles qu'elles se sont déroulées jusqu'à ce jour montrent simplement que le prolétariat le plus avancé n'est pas mûr pour accepter servilement la dictature fasciste et qu'il trouve dans son action de nombreuses approbations.

La préparation de ces manifestations, la façon dont elles se déroulent démontrent par contre, que le prolétariat n'a pas encore compris avec quelle volonté et comment il doit aborder le problème de la lutte, plus particulièrement de la lutte contre les formations fascistes naissantes. A travers les luttes de rue où ils ne subissent aucun dommage grave, les fascistes s'habituent à donner ou à faire donner par la police, et pour leur compte, plus de coups qu'ils n'en reçoivent. Les « héros de la Concorde » font à peu de frais, l'expérience de combats contre les forces ouvrières; et améliorent à leur aise leurs organisations. Tandis que les manifestants ouvriers rentrent satisfaits à la maison ou blessés à l'hôpital, convaincus d'avoir montré leur

force et leur courage, les fascistes fraternisent avec la police, mettent au point leurs méthodes de lutte, perfectionnent leurs armements, en un mot, mobilisent à leur service des moyens d'action beaucoup plus décisifs que des chants révolutionnaires, des pavés ou des destructions de candélabres. Les apprentis fascistes rentrent chez eux en bombant le torse sans connaître dans leurs entrailles, la démoralisation qu'entraînerait pour eux, une salubre correction, démoralisation qui doit être le second but à atteindre par toute manifestation antifasciste.

Il ne peut y avoir de « victoires » sur les fascistes sans participation à la lutte antifasciste (sous toutes ses formes), de larges couches du prolétariat et des classes moyennes; il ne peut y avoir de « victoire » sur les fascistes sans écrasement par la force de leurs formations, sans destruction de leurs repaires. Il ne peut y avoir de possibilités de luttes victorieuses sans un net tournant, dans les habitudes de désordre si développées dans les organisations ouvrières, sans la création et l'entraînement des « milices du peuple », qui, seules, peuvent constituer l'arme puissante et effective indispensable.

Pas de victoires possibles dans la pagaie. Le front unique de lutte n'est qu'une expression sans contenu si les conditions d'une lutte victorieuse ne s'y réalisent pas. Les bulletins de victoire n'ont jamais donné la victoire; ils doivent suivre celle-ci et non pas la précéder. Ce n'est pas l'heure de chanter victoire quand le fascisme s'organise sur les positions conquises le 6 février, pendant qu'il s'arme sous la protection du gouvernement et prépare de nouveaux coups.

Il faut créer dans le prolétariat le souci majeur d'organiser, de coordonner ses forces, le souci du rendement dans l'action révolutionnaire, le souci de la lutte effective au moyen des organismes appropriés qui doivent être les milices du peuple, forces militaires du prolétariat.

Il ne peut y avoir d'autres bulletins de victoire pour les manifestations antifascistes que la liste des armes capturées par les milices aux fascistes, que la liste des fascistes corrigés, des locaux fascistes détruits, de leur matériel détruit, de leurs manifestations dispersées.

Il ne peut y avoir de bulletin de victoire quelque soit le nombre des prolétaires groupés quand, après accord avec le gouvernement de trêve et sa police, le prétendu front unique de lutte se réalise à telle ou telle porte de Vincennes, alors que des milliers de fascistes défilent par section au pas militaire, en paix, dans la même ville sur telle ou telle place de l'Etoile.

Il ne peut y avoir de possibilités de vaincre que dans la volonté et l'organisation méthodique de la lutte; il faut en finir dans les organisations avec les tolérances vis-à-vis des habitudes d'irresponsabilité, de bureaucratisme encrouté, de confusion et de pagaie dans l'action. Nos ennemis disposent de cadres, d'un large trésor de guerre, d'une grande presse asservie, nous n'avons pas trop de toutes nos forces pour le vaincre; nous laisser distancer plus longtemps sur le terrain de l'organisation de la lutte, c'est préparer notre écrasement, tous les chants de victoire et bluffs du Populaire et de l'Humanité, n'y changeront rien.

Que tous les militants responsables, que tous les ouvriers conscients se mettent donc au travail contre le courant de facilité et d'optimisme à bon marché, contre la pagaie et l'Humanité, pour l'organisation systématique de la lutte, pour la création immédiate des milices du peuple.

ROG

## Correspondance

Nous avons reçu d'un lecteur une lettre concernant les alliances entre l'U.R.S.S. et des états capitalistes. Nous la publierons avec une réponse dans le prochain numéro.

### ALPES-MARITIMES

La Vérité est en vente :  
A La Bocca : Café-restaurant des Voyagers, avenue de Saint-Cassien.  
A Vallauris : Librairie, 13, avenue de Golfe-Juan.  
A Nice : Librairie Aspettati, 9, rue Foncet.

### POITIERS

« La Vérité » est en vente à Poitiers, chez Tournon, 1, Rue de Rochereuil.

P. FRANK

## La semaine du 6 au 12 février

1 brochure de 40 pages  
Prix de l'exemplaire : 0 fr. 50  
La seule brochure complète sur la crise de février publiée par les partis ouvriers

## La situation dans les colonies

Suite de la page 3

Les quelques libertés conquises de haute lutte par les travailleurs coloniaux leur ont été retirées. Ce n'est pas par hasard que le chargé d'affaires impérialiste, Robin, le bombardier, a été envoyé en Indochine. Ce n'est pas par hasard qu'il vient de faire juger nos camarades bolcheviks-léninistes indochinois dont Ta-thu-thau et leur interdire le séjour dans leur pays. S'il n'a pu réussir ce coup de force, c'est qu'il redoutait la colère des masses.

Tous ces hauts faits démontrent que dans les colonies comme dans la métropole, la France du Président des Jeunes Patriotes, du Comité des Forges et des Houillères se prépare activement en passant par ses formes bonapartistes à la dictature du fascisme. Les phrases sur l'Empire, sur la « plus grande France » cachent très mal les intentions. Dans le programme de la « Solidarité française », Coty et Jean Renaud déclarent que leur humanisme leur recommande seulement de « pratiquer la colonisation de manière à atteindre son but économique de façon à développer la vie matérielle des indigènes, à les faire entrer dans la communauté économique de l'univers terrestre, soit directement soit indirectement par la mise en valeur des territoires sans matières révolus à la possession européenne, de resserrer la collaboration de la France et de ses colonies, protectorats et territoires sous mandats et entre eux ».

Ce qui démontre la volonté « bien française des Grands Français » d'aller au fond de l'exploitation des masses coloniales et pour cela de resserrer les rouages, de centraliser leur domination, c'est-à-dire d'instaurer par le sang et le feu, la dictature fasciste.

Face à ces nouvelles menaces de spoliation et d'extermination, notre organisation doit alerter les travailleurs, démasquer systématiquement, la politique de tous les larbins, des social-patriotes comme des capitulaires stalinien. Il faut réduire au silence le bavard Bergery du Front Commun, dont la politique coloniale ne manque pas d'une apparence de séduction auprès de certains camarades coloniaux : « Mais cela ne nous dispense pas de clairement définir le but même de la présence de la France dans ces territoires: la seule justification possible de cette présence est de préparer, par l'outillage économique et par l'instruction, les peuples coloniaux à se gouverner eux-mêmes et à se libérer de la tutelle ». En quoi la politique de Front Commun se distingue de ces requins esclavagistes, qui partaient à la conquête, au nom de la civilisation avec ce même langage humanitaire ? Bergery, après avoir répudié le mot d'ordre « évacuation immédiate » comme démagogique, craignant de perdre « ses colonies », d'affaiblir son maître, l'impérialisme, par l'épée des Révolutions coloniales, se révèle enfin de compte comme un partisan de la colonisation, c'est-à-dire de l'esclavagisme, du capitalisme. Devant les attaques fascistes, devant un tel foisonnement d'idéologies centristes, social-impérialiste sur lesquelles nous reviendrons, nous proclamons :

En avant pour le droit des minorités nationales à disposer d'elle-mêmes, pour la libération immédiate de Ta-thu-thau et de ses amis, pour l'annexion totale aux révolutionnaires coloniaux.

R.

## Notre budget hebdomadaire

N° 216 de La Vérité.

DEPENSES	
Impression	1.250
Envois	230
Total	1.480

### RECETTES

Abonnements soutiens :

Symphathisante 11 : 50 ;  
Symphathisants 4 : 1.000 : 1<sup>er</sup> versem. 50 fr.

Abonnements et réabonnements :

K... : 20 fr. ; Jeannot : 12 fr. ; C... : 10 fr. ; Constant : 12 fr. ; Gallo : 20 fr. ; V... : 12 fr. ; Ch... : 12 fr. ; Feuill : 7 fr. ; Meun... : 10 fr. ; Colombe : 12 fr. ; Laurette : 10 fr.

Total

137

### Souscriptions :

Cohen : 12 fr. ; Eschatt : 20 ; Région parisienne 29/7 : 109 fr. 60 ; Anonyme : 8 fr. ; Cellule 11 J. L. : 11 fr. ; Cam. du 20 : 5 fr. ; Rigola : 10 fr. ; Albert : 20 fr. ; Germain : 15 fr. ; Abonnés Agen : 8 fr. ; Péro : 5 fr. ; Groupe A. : 32 fr. ; J. Lnor : 20 fr. ; J. Ello : 40 fr. ; Assemblée R.P. 24/7 : 170 fr. 60 ; Henry : 200 fr. ; Vox : 200 fr. ; Darbois : 50 fr. ; Resnan : 5 fr. ; Techniciens en chauffage : 13 fr.

Total

951 20

Vente criée: Paris exclusivement: 140 fr.

Total

1.278 20

Déficit du numéro

201 80

N.B. — Ce budget ne comprend pas au chapitre Recettes, la vente au numéro, tous les résultats ne sont connus que mensuellement, ainsi que les quelques rentrées publicitaires. Pour la vente à la criée, le résultat porte sur la totalisation des recettes hebdomadaires pour ce chapitre; ces recettes se rapportent le plus souvent à des numéros antérieurs, mais dans une proportion constante.

Le numéro 216 est à peu près payé, mais ce numéro ne pourra l'être qu'à la condition qu'avant mardi nous parvenions vos souscriptions, le résultat de vos collectes d'abonnement et vos réabonnements !

En réalité, notre Vérité peut vivre, mais à condition que vos efforts soient réguliers et systématiques.

## Tribune de discussion

# COMMENT REBATER LE PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT ?

La question essentielle pour le développement de la situation politique présente en France, c'est le regroupement rapide de la fraction révolutionnaire du prolétariat en un parti capable de guider les combats de la classe ouvrière par une politique juste. Si, au lendemain de la défaite du prolétariat allemand, nous avons posé la nécessité de reconstruire des partis et une internationale révolutionnaires, la période qui s'est ouverte en France avec les événements de février, nous oblige à envisager la résolution de ce problème dans un délai relativement bref. Tout le débat pour nous, tourne autour de la question : comment parvenir, dans les conditions présentes, en France, à regrouper sur un programme révolutionnaire précis, la partie la plus consciente du prolétariat.

Dans ces derniers mois, on peut dire ces dernières semaines, un fait nouveau s'est produit d'une importance politique considérable : l'entrée, sur l'arène politique, de couches nouvelles de travailleurs prêts à résister aux volontés de la bourgeoisie, prêts à s'opposer à la marche en avant de la réaction et du fascisme. Ces couches nouvelles, peu éduquées au point de vue politique, n'ayant trouvé dans le passé, aucune raison d'accorder leur confiance à l'un des deux partis (P. C. et P. S.), plutôt qu'à l'autre, ayant acquis de la défaite allemande le sentiment de l'impuissance engendrée par la division, sont animées d'une volonté unitaire puissante ; elles ont déjà obligé les deux partis à « tourner » sur la question du front unique; elles ont mis à l'ordre du jour du mouvement ouvrier français, la question de l'unité organique.

Le fait que la question de l'unité organique soit posée, signifie d'une part que, pour la conscience des larges masses, la différence entre le P.C. et le P.S. a été effacée au cours des dix dernières années de dégradation du P. C. et d'autre part que pour ces masses, les rassemblement en une masse unique constitue un remède. Que doit faire, dans de telles conditions, la Ligue communiste, le noyau bolchevik-léniniste ? D'une situation de fait qui est au fond, la matérialisation de ce que nous avions proclamé il y a plus d'un an : la déchéance de la 3<sup>e</sup> Internationale, créée après la trahison de la 2<sup>e</sup> Internationale, comment devons-nous agir en marxistes qui veulent « transformer le monde » et non en philosophes qui se contentent de « l'expliquer » ?

L'unité organique n'est pas, elle ne sera jamais pour nous une panacée. Jamais nous ne ferons notre cette conception de Marceau Pivert et de Doriot : « Une seule classe, un seul parti ». Nous sommes pour un seul parti révolutionnaire du prolétariat (qui, pour le moment, reste à créer), mais pas pour un seul parti, tout simplement, indépendamment de son contenu. Bien au contraire, nous savons, par l'expérience des luttes ouvrières depuis près d'un siècle, que le courant révolutionnaire doit, pour pouvoir agir efficacement sur la classe, constituer une organisation indépendante qui s'adresse directement et franchement aux masses. Nous repoussons totalement les déclarations de Doriot sur la nécessité de réviser la doctrine de Lénine, et les conceptions de Marceau Pivert sur l'unité avec Frossard, gage de la victoire prolétarienne.

Ceci dit, il n'en reste pas moins qu'il faut, pour l'avant-garde révolutionnaire, savoir amener la conscience des masses à un niveau tel que la différenciation entre les divers partis se réclamant du prolétariat leur soit éminente. Il faut savoir opérer la délimitation politique. Les voies pour y parvenir sont variables avec les époques et les circonstances, et il n'existe aucune règle préalable qui les détermine une fois pour toutes. Aujourd'hui, en France, étant donné : 1<sup>o</sup> la nécessité de viser court, 2<sup>o</sup> le courant unitaire des masses, nous pensons que la seule voie directe et concrète pour opérer la détermination politique nécessaire, imposée par les problèmes que la situation pose et posera à tous les travailleurs, passe par l'unité organique.

Tout le développement politique de la classe ouvrière est faussé par l'existence et le conservatisme inhérent à cette existence de deux partis centristes, capables par leur poids d'étouffer tout essai de formation d'une organisation véritablement révolutionnaire, mais incapables de donner aux masses des perspectives justes de combat. L'unité organique, en soi, n'est rien; mais, dans le cas présent, elle constituerait un nouveau terrain où l'expérience des masses pourrait se faire d'une manière plus indépendante des barrières bureaucratiques lesquelles, avec l'existence d'une tendance léniniste agissant activement, pourraient être assez rapidement brisées.

C'est pour ces raisons que nous pensons qu'actuellement la délimitation politique nécessaire, pour reconstruire l'outil essentiel de la lutte du prolétariat, son parti révolutionnaire, s'opérera dans les meilleures conditions par la voie de l'unité organique.

Nous savons qu'une telle conclusion fera pousser bien des cris d'indignation à ceux

qui pensent que Tours a suffi pour que la conscience ouvrière ait définitivement, une fois pour toutes, assimilé les principes du bolchevisme. Mais ces réactions, d'origine sentimentale chez les uns, sectaire chez les autres, ne nous empêcheront pas d'aller même plus loin et de dire : adoptant cette conception sur l'unité organique, nous pensons qu'aujourd'hui, sans plus attendre, nous devons entrer pour travailler à cette clarification politique dans le parti socialiste.

L'entrée d'un noyau marxiste, comme la Ligue, et même d'un parti beaucoup plus fort numériquement que nous le sommes, dans une formation centriste, comme l'est aujourd'hui le P. S., n'est en rien contraire aux principes et aux traditions du bolchevisme. Lénine se prononça (voir « la Maladie infantile ») pour l'entrée des communistes anglais dans le Labour Party, qui n'était même pas une formation centriste, et cela en 1920 au moment des plus belles années de gloire de l'I.C.

En dehors de ceux qui nous opposent des arguments de principes inexistantes, il y a des camarades qui nous disent : c'est très dangereux ce que vous faites là, vous allez vous noyer. Nous savons bien que la tactique que nous proposons comporte de gros risques, de gros dangers. L'absence de barrières d'organisation avec une masse, même centriste, peut faciliter pour les militants insuffisamment trempés, l'estompage des barrières doctrinales. Mais tout pas dans la lutte révolutionnaire comporte ses risques et ce n'est pas cela qui doit nous arrêter. Si les circonstances dictent une certaine tactique, il faut s'y engager, et tenir compte des dangers comme de toutes les conditions dans lesquelles on exerce son action. Il faut prendre cette voie, disons-nous, car c'est la seule concrète, la seule qui vise court. Et à ce sujet, un mot pour finir : des camarades nous ont dit, et probablement d'autres du P.S. qui n'y seront pas nos camarades, diront : Vous voulez aller dans le P.S. pour « plumer la volaille ». A cela nous répondons : la politique que nous proposons n'a pas le caractère d'une manœuvre, ni le caractère de la tactique du front unique de 1922-23. Il ne s'agit pas d'arracher quelques plumes ici ou là; il s'agit d'employer la méthode la plus efficace pour tordre le cou à la bourgeoisie. Que des camarades ne nous comprennent pas, nous le regrettons vivement. L'expérience les fera revenir sur leur erreur.

P. FRANK.

## Note de la Rédaction

Nous avons reçu des articles pour la tribune de discussion. Nous tenons à informer les camarades qui nous ont été envoyés que nous les avons transmis au C.C. de la Ligue qui, seul, peut déterminer la répartition des articles de discussion entre La Vérité et le Bulletin intérieur.

## Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs ?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il lui accordent.

Lorsqu'en prévision de Fêtes locales, Goguettes, Sorties, Manifestations, etc... vous aurez besoin de Coquefiolets, Eglantines, Insignes, Brassards, etc...

Adressez-vous de préférence à  
« LA VERITE »  
8, rue Legouvé, Paris 10<sup>e</sup>.

Vous serez aussi bien servis, aussi rapidement et pas plus cher qu'ailleurs; et cela sera encore une manière d'aider votre journal.

Catalogue gratis sur demande.

### CYCLES.

Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

### CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)  
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

### RESTAURANTS.

Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6,50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19<sup>e</sup>) repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

### PETITES ANNONCES

Camarade donnerait leçons de piano ou saxophone à prix modérés.

Leçons d'allemand à prix très intéressants peuvent être données par émigré allemand.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris

## Bulletin d'abonnement

Nom

Adresse

### ABONNEMENT DE

3 mois (5 fr.) 6 mois (10 fr.) 12 mois (20 fr.) Soutien (à partir de 50 fr.)

(Rayer ce qui ne convient pas)

Inclus en timbres ou mandat Compte Chèque Postal P. Frank 1368-55, Rue Legouvé,